

MOUVEMENT
SOCIALISTE
REVOLUTIONNAIRE

DOCUMENT DE DISCUSSION No 4

Mai 1970

LA GREVE A LA MURER S.A.

Analyse politique et Perspectives

MSR
p.a. Eric BERNARD
14, rue des Cèdres
1203 GENEVE

Les "Groupes Baraques" avant la grève

Depuis quelques années, une série d'éléments objectifs et subjectifs ont provoqué dans l'immigration la formation et le regroupement de militants en opposition avec la politique menée par les organisations sociale-démocrate ou révisionniste de la classe ouvrière: d'une part, la perpétuation des conditions économiques et sociales de l'émigration dans les pays "fournisseurs" de main-d'œuvre et d'autre part le renforcement de la politique fédérale de contrôle des travailleurs étrangers comme pièce maîtresse de la rationalisation capitaliste et de la réorganisation structurelle de l'emploi en Suisse.

Le PCI, qui encadrait traditionnellement la partie la plus combative de l'émigration, n'a pas été capable de développer une réponse valable ni au problème du Mezzogiorno, ni au problème plus général de la mobilité des travailleurs dans le cadre du marché européen, tandis que les luttes du mouvement étudiant étaient relayées par l'initiative de la classe ouvrière dès l'hiver 68-69 et pendant toute l'année de renouvellement des contrats, et que les luttes prolétariennes s'étendent à toute l'Europe.

L'émigration fait, de la part du PCI et de la part des associations dans lesquelles il intervient, l'objet d'une politique d'encadrement bureaucratique et opportuniste, en fonction des élections et des interventions parlementaires.

En Suisse, ces militants avancés ont rapidement pris conscience du rôle objectif et de la nature des organisations syndicales suisses et des partis politiques (PSS et PDT), soit pour ce qui a trait à la défense des intérêts spécifiques des immigrés, soit sur le plan de l'unité de toute la classe ouvrière face aux intérêts capitalistes.

Tous ces éléments ont permis la radicalisation de ces groupes de militants et leur ont ouvert un espace politique d'intervention qui rompt avec les culs de sac de l'action réformiste ou collaborationniste au sein de l'immigration en Suisse.

Après la manifestation contre le jugement de Coire (27 mars 69) et les incidents du 1er Mai 69 ont éclaté un certain nombre de contradictions qui se sont repercutés dans la CLI. On y remit en question d'abord la paix du travail et le mot d'ordre d'entrisme dans les syndicats suisses. On discuta ensuite de la relance des luttes ouvrières en Suisse, à partir des conditions de sur-exploitation d'une partie de l'immigration (en particulier saisonnière) et de l'insertion des militants étrangers dans le combat de la classe ouvrière en Suisse sur les chantiers et dans les entreprises. Pour concrétiser ces perspectives, la CLI était à la fois une première condition et une limite à l'action directe. Les instruments politiques et organisationnels d'intervention dans la classe restaient empiriques et volontaristes.

Au début de l'automne 69, les premiers militants du groupe des baraques arrêterent deux principes d'action: une enquête sur les conditions de travail et de vie, ainsi que des éléments de conscience politique des saisonniers, et la perspective d'organisation de comité de baraques en tant qu'instrument de lutte et de politisation, à partir de ces conditions d'existence. Cette première expérience qui dura jusqu'au départ des saisonniers permit essentiellement un renforcement du groupe, renforcement plus quantitatif que politique. En effet, le rapport avec les travailleurs restait volontariste et infra-politique, le groupe ne réussissant pas à définir des axes revendicatifs valables et unifiants, et par conséquent à justifier la nécessité de l'organisation à

Cette analyse de la grève à la Mirer SA ne cherche ni à décrire les "faits", ni à faire la théorie de toute grève. Il s'agit seulement ici de repérer les contradictions réelles qui se sont manifestées pendant les événements et de définir de façon critique les réponses que les divers groupes ou organisations leur ont données, à travers leurs positions, leur degré d'engagement ou leur appréciation tactique.

La pratique commune qu'ont eue les groupes pendant la grève était trop limitée et trop partielle pour qu'une réflexion commune puisse lui succéder et aboutir à des conclusions claires. Le mode de discussion, amorcé à la fin de la grève sur la question syndicale, a rapidement tourné à la joute oratoire où les divergences de personnes accumulées antérieurement prenaient le pas sur l'analyse qu'imposaient les événements. Ce mode a évidemment rejeté la discussion au sein de chaque groupe. Il a contribué à désorganiser les actions unitaires ultérieures et a rendu problématique le débat sur les tâches à court et à moyen terme.

Ce travail vise donc à éclairer les militants sur les limites des débats "qui alternent avec l'action", en définissant en particulier plus concrètement les rapports entre les groupes, y compris le courant d'extrême-gauche dans l'immigration. Surtout, il est destiné à relancer la discussion sur les perspectives d'action ouvrière avec les groupes engagés dans la reprise des luttes autonomes à la base.

Une rapide présentation de la situation politique au sein de l'immigration paraît indispensable pour comprendre la genèse de la grève. Suivent une relation critique des étapes déterminantes du mouvement et une analyse des différents aspects de cette grève. En conclusion, les perspectives d'action et d'organisation dans le bâtiment.

la base des saisonniers. L'abolition du statut du saisonnier était encore conçue comme un acte politique externe à la lutte sur les chantiers et pour de meilleures conditions de logement. Malgré ces limites, l'expérience genevoise se révélait bien plus valable que les expériences antérieures ou en cours dans d'autres villes, pour l'établissement d'un lien avec les saisonniers qui soit le véhicule de l'organisation autonome des travailleurs. Enfin, le groupe avait permis de former quelques cadres ouvriers et de révéler partiellement les contradictions face et dans le PCI et dans la CLI.

Au début de l'année, le groupe se trouva dans une double impasse. L'action engagée dans un groupe de baraques d'"annuels" devait éclaircir les conditions politiques d'intervention sur le problème des logements et les perspectives de liens avec les travailleurs de l'industrie. Ces interventions n'ont pas dépassé le stade de la prise de contact avec des personnes individuelles. Les revendications se bornaient aux conditions de logement et aux équipements collectifs, et se heurtaient à l'impossibilité d'organiser les habitants sur cette base. Ces interventions touchaient trop indirectement les conditions de travail et par conséquent ne permettaient ni l'élaboration d'un thème général de lutte, ni la construction effective d'une organisation du travail à la base.

Quant aux saisonniers, la critique de la première expérience n'est pas parvenue à généraliser les indications de ligne et d'organisation. L'axe d'intervention est resté la Baraque. Le problème du logement n'a pas pu être lié à la condition globale du travailleur comme tel. Une grève des loyers ou du restaurant peut constituer un point de départ spectaculaire de l'insubordination des travailleurs, mais à elle seule elle en est aussi une limite très étroite.

Le mot d'ordre adopté à ce sujet (grève des loyers) est caractéristique de cette impasse. En fait, et on le verra lors de la grève à la Murer, le problème du logement ne peut se poser comme élément de mobilisation que s'il est intégré à une lutte basée sur la condition globale du travailleur, dont l'élément déterminant reste l'exploitation directe et l'organisation capitaliste de la force de travail. Même l'analyse du contrat de travail n'a pu être un instrument d'agitation et d'organisation au niveau du chantier. Elle est restée un élément purement "descriptif".

Les rapports organisationnels avec les travailleurs reflètent cette insuffisance: rapport d'assimilation volontariste (on a tous les mêmes intérêts), et non véhicule effectif de la coordination et de la circulation des mots d'ordre, incapacité d'accumuler les expériences, d'organiser l'élargissement des contacts et de les relier au processus d'organisations des groupes ouvriers d'avant-garde.

Une analyse importante devrait préciser la signification que l'expérience du groupe des baraques de la CLI de Genève a assumé par rapport à l'orientation de la Fédération des Colonies (ses liens avec les organisations politiques et syndicales italiennes et suisses, ses tentatives d'unifications des organisations de l'émigration en Suisse, ses principes de revendication et d'action sur les intérêts de l'émigration et au niveau de l'insertion du combat des travailleurs étrangers dans le combat de toute la classe ouvrière, etc); par rapport ensuite aux rapprochements avec les organisations espagnoles; et par rapport enfin au travail d'organisation qui a caractérisé l'intervention sur les émigrés en Suisse et en Italie, des groupes minoritaires.

Des camarades espagnols des COS et de l'ATEES ont commencé à entreprendre quelques semaines avant la grève à la Murer un travail en direction des saisonniers et du bâtiment. L'activité et le travail d'organisation porté en avant par les COS restaient essentiellement orientés vers l'Espagne, à partir d'une définition de la solidarité d'ailleurs très limitée, qui rendait les rapports avec les camarades suisses difficiles. L'unité anti-fasciste ne se fondait pas sur une conscience anti-capitaliste et socialiste, quant à la nature du fascisme en Espagne et quant à la nature de l'exploitation des émigrés et des Suisses dans les entreprises suisses. (Voir toutes les discussions à propos des manifestations contre Franco).

L'organisation des COS au niveau des entreprises, également fonction des tâches de propagande et de soutien des CO en Espagne était soumise aux rivalités de tendances pour le contrôle des organes de direction. L'intervention à l'intérieur des entreprises était liée plus à des positions individuelles qu'à une tentative d'organiser les militants les plus avancés (non seulement espagnols) contre les décisions patronales et au-delà des médiations syndicales ou de la commission ouvrière interne. Le mot d'ordre d'entrée dans les syndicats, d'ailleurs faiblement soutenu, n'a eu comme conséquence que la démobilisation et la désorganisation des militants.

Certains camarades des COS ont su faire la critique de ce travail. Organisationnellement, cela s'est traduit par la constitution d'un groupe de baraque qui a pu se joindre à celui de la CLI et qui a permis le démarrage des premières interventions unitaires. Importante s'est révélée la contribution d'une partie des militants de l'ATEES qui, à Genève, a pratiquement commencé son travail d'intervention au moment de la grève. L'appréciation du rôle de ce groupe baraque espagnol figure plus loin.

I

À propos de la grève chez MURER, sont réapparues toutes les controverses sur sa nature spontanée ou non. L'appréciation des circonstances qui ont précédé son déclenchement montre bien que le problème est mal posé sous cet angle.

La dégradation de la situation sur les chantiers et dans les baraques, notamment pour les travailleurs nouvellement arrivés, s'est approfondie pendant le mois de mars. Le débrayage du mercredi 25 mars constitue un point de départ, dans la mesure où il a été le signe manifeste de difficultés croissantes dans le secteur du bâtiment depuis longtemps.

Avant ce débrayage une menace de grève, dans une importante entreprise de la place, à propos des conditions de repos et de restauration pendant la pause de midi, a provoqué l'intervention de la FOBB et d'un député du PDT. En 48 heures, les exigences des travailleurs ont été satisfaites. Le mardi 24 mars, le Centre Social Protestant relate que près de 200 saisonniers ne sont pas logés aux conditions contractuelles, les patrons ne disposant pas des places nécessaires (à ce moment le nombre global de saisonniers est déjà supérieur à celui de l'année précédente et un groupe de baraques a été supprimé). Les travailleurs sont forcés de loger dans des hôtels à leur frais, chez des copains, sur des tables ou à deux dans un lit dans les baraques, dans des caves, ... ou à la gare.

Le mercredi 25 mars, 80 travailleurs débrayent sur le chantier de la Résidence Palettes de l'entreprise Murer en solidarité avec 8 camarades qui avaient refusé de loger dans un souterrain. L'entreprise, dont le contingent de travailleurs dépasse ses possibilités de logement, déplace ses travailleurs d'un coin à l'autre du canton et même au delà. Dans ses baraques, elle pratique des loyers arbitraires et ne met pas à disposition des travailleurs une cantine pour cuisiner.

Certes ce premier débrayage est spontané et prend un caractère de solidarité avec des camarades particulièrement touchés. Mais la situation objective dans l'entreprise est telle que cette solidarité constitue par elle-même les possibilités d'élargissement. Le débrayage ne se termine qu'avec l'intervention alarmée de la FOBB qui, en échange de promesses patronales sur l'amélioration des conditions de logement, fait reprendre le travail. La FOBB, bien sûr, va demander une entrevue au Conseil d'Etat et une réunion de la Commission paritaire.

Le groupe des baraques de la CLI intervient le soir même dans les baraques convoquant les travailleurs à une assemblée pour jeudi 26. C'est cette assemblée qui marque le point de départ de l'intervention organisée.

Le vendredi 27, lors d'une rencontre avec la COS et l'ATEES, qui pour le moment restent sur l'expectative les principes revendicatifs sur le contrat, le logement et la question du statut du saisonnier sont acquis et l'organisation de l'autonomie ouvrière dans un comité de base se pose. Le samedi 28, dans une importante assemblée ouvrière (200 ouvriers) deux faits essentiels se produisent. D'une part la COS (jusqu'à la grève, le PC gardera le monopole de l'intervention) et l'ATEES assument l'intervention dans le sens des perspectives d'ailleurs imprécises et insuffisantes du groupe de la CLI. D'autre part, la première commission ouvrière

des travailleurs de la Mürer est élue. Pendant le week-end de Pâques, un tract (cf annexe) est distribué dans les baraques et des réunions sont organisées. Déjà, à ce moment, le groupe des baraques et la commission ouvrière assument la tâche de popularisation de la grève. En fait, les assemblées dans les baraques de la Mürer et dans celles des autres entreprises ne sont pas toujours suffisamment organisées et politiquement significatives. Dans les baraques de la Mürer, la situation s'aggrave : les conditions de logement ne sont pas améliorées, et les prestations contractuelles ne sont pas respectées, l'avance bihebdomadaire n'est pas respectée. Pendant le week-end, la réponse des travailleurs s'organise. Grâce au travail de quelques camarades espagnols, les travailleurs des différents chantiers ont pu être réunis sur la base d'une position dure, de grève. Avec les groupes baraques, assez désorientés par la détermination des travailleurs, furent décidés deux moments préliminaires à la grève : d'une part une rencontre pour le lundi matin avec le patron qui d'ailleurs refusa; d'autre part, les travailleurs se rendent sur les chantiers pour faire passer l'idée de la grève et entreprendre un premier arrêt de travail.

Le lundi jusqu'à 13 heures, le chantier de Balexert est complètement immobilisé. Pendant la journée, les représentants syndicaux ont exercé toutes les pressions possibles y compris les insultes aux délégués des ouvriers pour arrêter le mouvement de grève. Le soir, une réunion générale arrête le principe de la grève sur tous les chantiers. Le matin de la grève, tous les travailleurs se retrouvent dans les baraques, où ils organisent eux-mêmes la popularisation de leur grève, par un tract et des assemblées (cf annexe).

Dès le mardi matin 7 avril, la FOBB a engagé des négociations avec la direction Mürer, d'où est sorti un communiqué affirmant que les incidents "étaient dus à la méconnaissance de la convention collective du travail en vigueur dans le canton par des ouvriers nouvellement arrivés en Suisse. L'entente s'est faite sur l'application de ladite convention". Or, le soir, les militants des groupes baraques font rapport sur la détermination des ouvriers à poursuivre la grève. Ceci signifie que le marchandage syndical de la journée n'a porté sur rien d'essentiel, que les principales revendications des grévistes restaient entières, et que ces derniers sont décidés à résister à la pression syndicale. La FOBB publiera un peu plus tard un tract où elle fixera ses propositions (cf annexe). La position syndicale, pendant la journée de mardi, a donc consisté à forcer la reprise immédiate du travail, puisque, l'application de la convention étant réaffirmée entre syndicat et patron, les revendications des travailleurs sont automatiquement épuisées et aucune action n'est plus justifiable. Les méthodes employées par les délégués syndicaux chargés de cette sinistre besogne sont édifiantes. Citons seulement la déclaration publique de Caron, secrétaire FOBB : "Ces ouvriers espagnols nouvellement arrivés ont une conception à eux des questions sociales. Ils sont habitués à faire des "grèves sauvages" en Espagne où ils ont contre eux les syndicats et la police. Mais dans notre pays démocratique, nous avons une autre idée du syndicalisme. S'ils étaient passés à notre syndicat, nous les aurions informés de leurs droits et de leurs devoirs établis par la convention." Gageons que Caron les aurait surtout informés de leurs devoirs... Il ne manque même pas le petit refrain anti-communiste : "Les grévistes ont été entraînés par une minorité. Or, si nous défendons les ouvriers, nous ne nous laisserons pas attaquer par un petit groupe de maoïstes ou de communistes." Pauvre con !

La séance du mardi soir signifie avant tout que la lutte continue le landemain, malgré la poursuite des négociations. Tant que celles-ci n'ont pas apporté de résultats jugés satisfaisants, la grève est maintenue. Dans son contenu implicite, cette prise de position constitue le moment concret de rupture de la paix du travail. On sait qu'une quinzaine de jours auparavant, les mêmes travailleurs de

la Mürer avait débrayé une première fois, et avait repris le travail à la suite des promesses du syndicat. Maintenant, le processus de la lutte est inversé : la grève redevient l'arme offensive des travailleurs. Elle n'est plus une menace abstraite pour obliger le patron à négocier. Elle est une arme permettant de "gagner" les négociations, c'est-à-dire de faire tourner le compromis nécessaire en faveur des travailleurs.

Du côté suisse, seuls les groupes A, Z et MSR assistent à la réunion. Face à la situation, les trois groupes sont déphasés. Ils s'étaient concertés pour faire, lors de cette réunion, une proposition de collecte et de popularisation de la grève par voie d'affiche. Mais, coupés du processus de mobilisation et d'organisation engagé dans l'immigration, ils n'ont pas réussi à saisir clairement et sur le champ les conditions politiques et la signification de cette grève. Le sens de la rupture de la paix du travail, s'exprimant essentiellement par l'instrument de cette rupture : le comité de grève de la Mürer élu directement par tous les grévistes et en contradiction avec la structure syndicale, ne leur est pas apparu dans la situation de fait créée les jours précédents. Ce que les groupes ont cru voir, lors de cette séance, c'était une situation confuse, reflétant la surprise et la désorientation des organisations officielles de l'immigration, alors qu'en réalité, les désaccords et les affrontements qui s'y sont fait jour étaient la manifestation des contradictions politiques qui se sont développées dans ces organisations depuis longtemps déjà et que la grève concrétisait. Là encore, les groupes n'ont pas évalué correctement le rapport de force entre ces diverses tendances au sein de l'immigration. De confus et de désorientés, il n'y avait en fait que les 3 groupes ! Ils se sont abstenus, à juste titre, de faire toute intervention ce soir-là.

Le mercredi 8 avril à midi, les grévistes communiquent officiellement leur refus des propositions syndicales et leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction complète de leurs revendications. Les directions syndicales, désavouées, vont chercher auprès de l'Etat, l'appui nécessaire pour intimider d'avantage les grévistes et pour assurer leur position face au patronat, en confirmant leur Grand Argument : les syndicats constituent un "facteur d'ordre", en échange duquel le patronat a intérêt à faire les concessions nécessaires qui permettent aux syndicats de tenir ce rôle de gendarme.

Dans l'après-midi, des représentants de la FOBB et de la FCBB obtiennent (dans les locaux de la police !) la caution d'une série de personnages parfaitement représentatifs, comme chacun sait, du monde du travail (Krebs, secrétaire du département de justice et police, Gygi, directeur de la police des étrangers, etc) sur les deux points suivants : 1) il n'existe plus de motif d'un conflit du travail, 2) même en cas de contestation, les salariés mécontents n'ont pas le droit de grève : ils doivent nantir les syndicats qui examinent les problèmes évoqués. Mais pendant ce temps, le travail doit continuer.

Puisque l'Etat donne sa caution sur l'illégalité de la grève, chacun se sent rassuré. Les directions syndicales se sentent fortes de la légalité bourgeoise et policière et leur silence laisse entendre qu'elles abandonnent les travailleurs aux coups du patronat. La direction de la Mürer envoie le jour même une lettre à tous les grévistes où elle les menace de lock-out s'ils n'ont pas repris le travail lundi, menace d'autant plus efficace qu'elle signifie leur expulsion immédiate. L'Etat, quant à lui, organise la répression : la police bloque les baraques où logent les grévistes, les isole de toute visite "étrangère", coupe le téléphone. C'est le cordon sanitaire, avec chiens et gardes sécuritas. Le jeudi la police informera ceux d'Etoy que leurs camarades ont repris le travail et qu'ils doivent aller travailler sur un chantier voisin !

Pour le mercredi soir est prévue une vaste réunion groupant toutes les organisations solidaires des grévistes. En vue de cette réunion, les 3 groupes discutent d'une intervention commune face à la grève. C'est à ce moment que se révèlent leurs positions, significatives de leur situation politique (que nous présentons plus loin).

Le groupe A a donné à la grève une valeur intrinsèque qui bouleverse les rapports de classes existants. Les groupes pouvaient donc entreprendre immédiatement leur propre intervention politique, même si elle reste extérieure aux propositions et aux interventions des travailleurs en lutte. Pour lui, il s'agit de bondir sur l'occasion pour agir à tout prix, même isolément. Cependant, sa position "non pas dans, mais avec la grève", si elle était ambiguë, a traduit dès le début la capacité du groupe à répondre aux exigences du mouvement. A la surévaluation de A, le groupe Z oppose l'excès contraire. Invoquant l'aspect sectoriel du mouvement (ce n'était pas une grève générale ! merci), répétant que "la grève n'est pas la panacée universelle" et "qu'on ne peut rien faire sans les travailleurs suisses", il freine les interventions des 3 groupes. Ceci se traduira au début par une opposition sur le contenu de l'affiche sans rapport avec l'enjeu politique de la grève. Le MSR a réussi à définir de manière correcte le cadre de l'intervention. L'autonomie relative qu'il a proposée signifiait la nécessité de conserver une position autonome face aux organisations en présence, mais de refuser d'engager toute action qui serait extérieure et sans effet direct sur le développement de la lutte. Mais il a été aussi incapable que les autres de lui donner un contenu propre qui situe les limites et les potentialités de cette lutte et qui permette aux trois groupes de développer les moments et les éléments politiquement décisifs.

Le texte mis au point par les 3 groupes le mercredi après-midi, et qui sera lu à l'assemblée du soir (cf annexe), reflète toutes les contradictions, et en premier lieu l'incapacité des groupes à assumer pratiquement et organisationnellement les éléments de la ligne politique qu'ils proposent. Les termes de l'élargissement politique de cette grève sont correctement posés, compte tenu du niveau de la lutte engagée par les travailleurs de la Mürer. La rupture de la paix du travail est présentée comme une condition de l'unité de classe de tous les travailleurs et de la valeur du mouvement à la Mürer pour toute la classe justement soulignée. Mais le texte, s'il fait allusion à l'autonomie de la classe, ne dit rien sur le comité de grève de la Mürer comme moment exemplaire de la recomposition de la classe ouvrière, alors que la nature et la signification de ce comité étaient le thème central pour la popularisation et l'agitation proposées. Cet échec politique s'explique par les contradictions dans et entre les groupes, ainsi que par leur isolement initial, qui les empêchaient de dégager par le débat commun une réponse satisfaisante.

La nature de la vaste assemblée du mercredi soir réside fondamentalement dans un début d'essoufflement de la grève et dans la nécessité de la faire sortir de son isolement. Sur cette base implicite vont apparaître les contradictions, mais de façon encore confuse. Le caractère brusque et radical de la grève trouve les organisations incapables de discuter et de déterminer les conditions d'un élargissement du mouvement, et de fixer des positions claires à ce sujet les uns par rapport aux autres. Elles tentent d'en assurer le contrôle en se retrouvant sur des propositions hétérogènes et partielles qui masquent la nature et l'enjeu de la lutte. Chacun donc, de tâter le terrain. Le PCI lance un ballon d'essai ultra-gauche : débrayage de solidarité immédiat dans les usines. Le PDT qui apparaît pour la première fois, se contente d'un prudent soutien aux grévistes. Il envoie 500 balles et se tire lorsqu'il est question, en fin de soirée, d'une vague "commission permanente". Cette dernière n'a d'ailleurs aucune suite immédiate, car elle ne pouvait pas être, dans les conditions du moment, l'organe à travers lequel pourraient provisoirement se résoudre les contradictions des diverses tendances. C'est seulement le lendemain soir que sera mis en place un Comité de Soutien, après que les différents affrontements auront abouti à un compromis, d'ailleurs constamment déséquilibré, entre les tendances de l'immigration. Une proposition

de Comité de Soutien, cristallisant sur lui le déroulement des événements, revenait mercredi soir à bloquer le développement du mouvement, avant qu'en soient épuisées toutes les possibilités, c'est-à-dire avant que ne se stabilisent, dans un sens ou dans l'autre, les rapports au sein de l'immigration. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la gestation difficile de ce Comité de Soutien. Certains militants actifs de l'immigration italienne, notamment, ont constamment vu dans sa constitution une menace de diversion par rapport au travail d'élargissement de la grève, travail qui ne pouvait se faire qu'en brusquant l'action des forces partisans de l'élargissement au sein de l'immigration. L'existence de ce Comité de Soutien dépendait de l'état des affrontements au sein de l'immigration, puisque c'est seulement là que son courant d'extrême-gauche avait des chances et de faire passer une position d'élargissement à la base et de l'organiser sur le terrain. Cet affrontement s'est joué entre le groupe baraque des CLI, les COS et les partis révisionnistes. Pendant toute la journée de jeudi, ce rapport de force n'a pas eu d'issue claire. Ce n'est que le jeudi soir que cet affrontement s'est réglé à travers la mise sur pied effective du Comité de Soutien.

Avant d'en venir à cette assemblée de jeudi soir, mentionnons que dans l'après-midi, les 3 groupes se sont réunis pour décider d'une affiche et d'un tract commun à diffuser dans le sens de leur intervention du mercredi soir. L'idée du tract est tombée, du fait des possibilités de l'élaborer en commun avec les travailleurs. Quant à l'affiche, elle prête grosso modo aux mêmes critiques que le contenu de l'intervention unitaire de mercredi soir et reflète les mêmes contradictions.

Jeudi soir s'est donc jouée une partie décisive. D'un côté, le courant dominant dans la CLI vise à étendre la mouvement de grève à d'autres chantiers sans qu'une telle perspectives s'appuie sur une évaluation suffisante des possibilités de réalisation. Pour une très large part, cette réalisation dépendait des décisions des organisations espagnoles. Celles qui travaillaient dans le bâtiment, relativement bien contrôlées par le PCE, n'étaient pas favorables à cette extension. Le courant le plus radical n'a pas trouvé les moyens de déborder cette position et s'est montré incapable d'engager sa propre mobilisation sur les chantiers et l'agitation dans les entreprises. Cette impuissance des commissions espagnoles signifiait l'abandon momentané du travail à la base et laissait un vide politique que traduisait la confusion générale de la réunion.

Le PDT comprend combien le moment lui est favorable et s'emploie, avec le soutien filial du PCI, à récupérer la situation à son profit. Dans un premier temps, il lance une proposition de manifestation pour le samedi. Alors que le rôle du Comité de Soutien est encore complètement indéfini, cette proposition revient à forcer son existence et à couper court à toute alternative pour une relance de la lutte à la base. A ce moment-là, le problème de la manifestation était donc une tentative pour enterrer toute possibilité d'élargissement incontrôlé de la grève. A cela, pendant toute la soirée, s'ajoutent des interventions qui dévient l'attention sur les seuls grévistes de la Murer et les mesures d'intimidation qu'ils subissent alors de la part des flics. Des nouvelles alarmistes circulent, des groupes de contacts partent vers les baraques et en reviennent. Cette agitation désordonnée rend impossible tout débat politique. Le PDT estime qu'il peut ~~frein~~ freiner davantage, et noie sa proposition de manifestation avec l'offre d'une intercession auprès des syndicats destinée à clarifier la situation des grévistes. Le ralliement de tous à cette offre lui laisse croire qu'il a la situation totalement en main.

Dès lors, la question de l'élargissement de la grève est fondamentalement réglée: manque de préparation et d'organisation, manque de coordination des contacts sur les chantiers et dans les baraques, manque d'informations précises sur la condition

exacte des travailleurs d'autres entreprises : le rapport de force a tourné en faveur des partis communistes sur ce terrain. Nous sommes bien loin des propositions provocatrices du PCI de débrayage de solidarité dans les usines.

Ce revirement, qui marque, du point de vue du mouvement combatif de grève, le moment d'arrêt, laisse penser au PCI et au PDT que l'affaire va être rapidement réglée. Le PCI et le PDT se retirent, convaincus que la situation ne peut plus leur échapper. Or, le ralliement de tous à l'offre du PDT, issue du désarroi général et arrachée sans discussions véritables, ne correspond pas à la réalité des rapports politiques. Le rapport de force résultant de l'action des grévistes et de la solidarité de l'immigration a donné aux travailleurs une position offensive qui ne peut pas se suffire d'une négociation camouflée avec des syndicats dont la grève même a nié le rôle et la structure comme organisation de classe.

L'intervention des trois groupes en fin de soirée s'appuie sur l'insuffisance d'une telle offre qui ignore le nouveau champ politique ouvert par cette rupture, limitée mais significative, des rapports de classe traditionnels en Suisse. Cette rupture a donné les éléments et les principes d'une lutte ouvrière autonome comme offensive de classe contre le patronat et comme critique radicale de la structure syndicale. Certes, les trois groupes n'auraient pu opposer aux partis communistes qu'un discours qui exprime les ruptures créées par la grève, sans autre perspective que de provoquer de l'extérieur un nouveau rapport de force au sein de l'immigration permettant la relance du mouvement de grève. L'élargissement de l'influence des trois groupes (définition politique et organisation de la manifestation, mise en avant du sens politique de la grève), est le résultat de leur capacité à relancer, même partiellement, les éléments de rupture face à l'étouffement entrepris par les partis communistes. Par là, le courant d'extrême-gauche, suisse et étranger a commencé à se concrétiser face au révisionnisme, comme expression, au niveau politico-idéologique, des contradictions de la classe. L'appui qu'ils ont donné à la proposition de manifestation du PDT, au moment où elle n'était qu'une tentative d'enlèvement du mouvement, correspondait à une démission de leur rôle politique. Mais au moment où les perspectives d'élargissement immédiat de la grève se sont révélées sans issue, la relance par les trois groupes d'une manifestation de masse offrait la seule possibilité de donner à la grève son élargissement politique.

Les trois groupes avaient donc la seule position, et cette fois-ci avec les capacités politiques et organisationnelles de l'assumer, qui permettait d'enclencher un processus de rupture concrète avec la ligne des partis communistes, notamment à l'égard des syndicats. Contre le maigre meeting "sur-Place" devant le bâtiment de l'"Association des Entrepreneurs" (dans un endroit peu fréquenté de la ville et qui plus est, fermé le samedi), prévu par le PDT, la nécessité d'un rassemblement de masse et d'un défilé en ville est facilement acquise. Court-circuités, pris dans leurs propres contradictions, les partis ne pourront plus s'opposer ouvertement à cette forme de manifestation. Dans la nuit, et en collaboration avec l'immigration, à l'exception du PCI, un tract de convocation est écrit, tiré et distribué dès le lendemain (cf annexe). Par ce tract, la manifestation de masse prend le contenu d'une critique en acte de la ligne syndicale de paix du travail.

Cette double cassure jeudi soir constitue un saut décisif dans l'évolution politique des événements. D'une part, le mouvement ascendant de grève enclenché par les travailleurs de la Mûrer se brise sur les contradictions au sein de l'immigration, mais d'autre part, le développement des éléments politiques de la grève véhiculés par la manifestation pose les premières bases concrètes pour rompre avec le révisionnisme.

La journée du vendredi 10 fait éclater aux yeux des militants l'opportunisme du PDT. Pestant contre les "coups fourrés" des gauchistes et le contenu du tract de convocation à la manifestation, beaucoup trop dur à ses yeux envers les syndicats, il ne peut cependant s'en désolidariser sans s'exclure du même coup du mouvement. Pour tenter d'en reprendre le contrôle, le PDT avait, comme on l'a vu, lancé l'idée d'une délégation du CS auprès des syndicats pour faire le point sur les revendications. La question de la manifestation, dans l'esprit du Parti, devait être subordonnée aux résultats de cette entrevue. Ce qu'il ne savait pas, c'est que la rencontre, fixée au vendredi matin à 9 h., intervenait après que la manifestation était déjà convoquée et que les tracts circulaient depuis 6 h. Cette convocation empêche d'avance la rencontre d'information avec les syndicats de tourner à la négociation. Le PDT ne peut plus y jouer son rôle d'intercesseur, puisque la nature politique de la manifestation en perspective (manifestation de lutte, critique des syndicats et non manifestation de soutien) lui démontre qu'il a à nouveau perdu le contrôle du mouvement, et qu'il ne représente pas le courant dominant au sein du Comité de Soutien. Il s'aperçoit que l'acceptation de son offre de rencontre syndicale, le jeudi soir, n'exprime aucune volonté de compromis de la part du Comité de Soutien et des travailleurs.

Lors de cette rencontre, la position des syndicats est déterminée par leur incertitude quant aux perspectives de résolution du conflit. Ils ne peuvent, eux non plus, transformer cette réunion en négociation. D'une part, ils ignorent encore leur marge de marchandage par rapport au patron, qu'ils ne verront qu'à midi, d'autre part, cette reprise de contact à travers le Comité de Soutien ne leur donne pas la possibilité immédiate de devenir seuls représentants et porte-parole des grévistes, du fait que, exclus de la lutte par ceux-ci, ils n'exercent aucun contrôle sur l'action des travailleurs, et sont incapables d'apprécier le rôle du Comité de Soutien quant au renforcement et à l'extension du mouvement. Ils enregistrent, sans les commenter, trois autres points ajoutés aux revendications précédentes et invitent les grévistes à venir s'expliquer avec le patronat et devant la presse, l'après-midi à 14 heures.

Une rapide concertation directe entre des membres du Comité de grève de la Mûrer et des trois groupes d'extrême gauche permet d'arrêter la position correcte à tenir dans ce "show-business" de l'après-midi. Seul le comité de grève portera devant le patron, les syndicats et la presse, ses exigences, à savoir : des garanties écrites (cf annexe) donnant la satisfaction des revendications, la constitution d'une CO comme seul organe représentatif des travailleurs de l'entreprise et l'exclusion de toute mesure de répression contre les grévistes. Le temps nécessaire pour porter démocratiquement ce protocole d'accord à la connaissance de tous les grévistes exclut toute reprise du travail avant lundi. Le comité de grève reprend ainsi sa fonction d'organe des travailleurs en lutte et de représentant exclusif de ceux-ci, fonction que lui avait enlevée la nature du Comité de Soutien et des rapports qu'il entretenait avec le Comité de Grève. Ce dernier mène seul la négociation face au patron, aux syndicats et même au représentant officiel de l'ambassade d'Espagne qui cèdent sur toute la ligne.

Le vendredi soir, la reprise du travail pour lundi, sur la base du protocole d'accord est officieusement acquise.

Face à la combativité du Comité de Grève pendant l'après-midi, les contradictions du Comité de Soutien révèlent clairement son incapacité à utiliser le potentiel offensif du mouvement. Dès l'annonce de la signature du protocole d'accord par le patron, les syndicats et le délégué espagnol, il laisse entendre aux grévistes qu'il faut l'accepter. Ce qui revient à leur dire que dès lors, le combat sur le terrain est fini. Or, la possibilité d'un élargissement de la grève était la condition pour que les grévistes puissent apprécier la signification et la portée politique de l'acceptation ou du refus de l'accord.

Dans ce sens, la manifestation devient une proclamation politique qui ne peut plus comme telle constituer une relance directe de la lutte. Sa portée dépendait de la nature des mots d'ordre qu'elle allait véhiculer. Limitée à une affirmation de la victoire des travailleurs comme simple obtention des revendications, elle masquait, au lieu de développer, les perspectives de rupture indiquées par la grève. Le PDT et le PCI interviennent bien entendu systématiquement dans ce sens, notamment le samedi matin, où ils avancent des slogans mettant l'accent sur "l'unité face à l'ennemi principal" et autres arguments opportunistes et liquidateurs.

Profitant des pressions exercées par les travailleurs espagnols en faveur d'une dénonciation claire des syndicats et de la paix du travail, les trois groupes suisses opposent une manifestation qui soit une confirmation de masse de la victoire remportée par les grévistes comme victoire de toute la classe contre le patronat et les syndicats. La manifestation est nécessaire à la popularisation des thèmes revendicatifs généraux (statut saisonnier, logement, transport, exploitation de la classe), du mode et de l'instrument de la lutte (grève et comité de grève autonome). C'est là l'acquis de l'intervention des trois groupes à la compréhension de la portée de la grève en tant que rupture de la paix du travail et au développement de la critique en acte de l'organisation syndicale pour la suite du travail ouvrier.

La manifestation a en définitive reflété toute l'ambiguïté du comité de soutien et de ses contradictions pendant la grève : aux slogans situés à mi-chemin entre les deux positions correspond la lecture par le PDT d'une résolution préparée par l'extrême-gauche. Ce paradoxe traduit les contradictions insolubles du comité de Soutien qui ne pouvait être que le lieu de leur cristallisation et non de leur résolution comme nouvelle perspective politique.

Incapable de développer la moindre lutte à la base et rivé à des préoccupations propagandistes, le PDT tient à passer pour l'initiateur et l'organisateur de cette manifestation, ce qui renforce sa position dans les syndicats et, électoralement, face au parti socialiste, totalement absent pendant tous les événements.

En matière d'inspiration, on a vu ce qu'il en est. Quant à l'organisation de cette manifestation, on peut dire qu'elle a été totalement l'oeuvre de l'extrême-gauche. Le PDT - fait hautement significatif - n'a même pas pu fournir de haut-parleur ! Il est vrai que l'acoustique du parlement s'en passe aisément. Il s'est contenté de mobiliser une quinzaine de ses militants qui sont apparus une seule fois dans les événements, pour le service d'ordre.

II

Si la grève est l'arme essentielle des travailleurs, comme telle elle ne donne pas à la lutte qu'elle consacre sa dimension politique.

Elle est un moment où le Capital et le Travail se font face en tant que pôles irréductiblement antagoniques, le moment où le travail sous la forme de travail salarié s'affirme contre la subordination aux nécessités de la reproduction capitaliste et refuse son exploitation. Cependant cette objectivation des rapports capital-travail ne recouvre pas immédiatement les rapports de classes. Le passage implique que soit déterminée l'expression politique (contenu et forme d'organisation), voire idéologique d'un tel affrontement. Seule l'analyse de cette unité structurelle permet de situer un événement qui dans les faits se réduit à moins de 200 travailleurs arrêtant leur activité pendant quatre jours.

La grève, victoire des travailleurs

Le succès remporté concerne en premier lieu les revendications avancées. Celles-ci peuvent être divisées en deux catégories.

La première comprend les revendications salariales. Elles correspondent à ce que l'on désigne en général comme questions "économiques". Elles ne comportent comme telles rien de remarquables, car elles visaient seulement à faire respecter les termes de la convention collective. Cependant, le fait de les avoir imposées de cette façon au patronat constitue pour la première fois une action directe sur les conditions de rémunération de la force de travail qui rompt avec les aménagements que se procure le capital pour rogner sans cesse sur les bases minima qu'il fixe lui-même dans les accords contractuels. Ainsi, le refus de la manipulation que constitue les différenciations de salaires à l'engagement et de salaires moyens, l'attribution des qualifications sans liaison avec le travail réellement effectué, selon les besoins immédiats de main-d'œuvre.

Bien entendu, cela n'entame en aucune manière la position du patronat comme partenaire dictant ses conditions sur le marché du travail. Toutefois, le refus brutal de cette sur-exploitation larvée qui existe en permanence (par exemple: la manipulation des feuilles de paie) est une première indication des possibilités et des capacités du prolétariat, de sa faiblesse et de son indolence actuellement, même à propos de composantes aussi élémentaires que les termes du salaire réel.

La seconde catégorie de revendications avait une toute autre envergure. Avec la question des transports, de la mobilité de la main-d'œuvre (en l'occurrence, déplacement d'une région à l'autre) et des logements, ce n'était plus seulement les données de l'exploitation sur les lieux de travail qui étaient remises en causes, mais toute l'organisation économique-sociale qui encadre la production. Il s'agit de tous les éléments extérieurs aux lieux de production directs qui sont des composantes structurelles indispensables pour assurer l'exploitation de la force de travail.

Même si elle a pris la forme d'indemnité, la revendication concernant les transports s'est très rapidement développée sous son aspect fondamental: le temps de transport, c'est du temps de travail, tel qu'est apparu le mot d'ordre par la suite. L'ampleur du problème soulevé empêchait que les travailleurs, isolés comme ils l'étaient, réussissent à s'opposer au compromis proposé. Il n'en teste pas moins que ce point a été abordé selon une perspective politique correcte et qu'il s'agit indiscutablement d'un thème revendicatif important.

Le refus des déplacements abusifs a malheureusement très vite perdu sa force d'impact dans la mesure où il s'est transformé en réclamation humanitariste: "Nous ne sommes pas du bétail". Non pas que ce côté moral n'ait aucune importance, mais il a fait disparaître l'élément principal et déterminant pour une généralisation de la revendication à l'ensemble des travailleurs. Derrière cette question des déplacements, c'est tout le thème de la mobilité de la main-d'oeuvre qui se profile. Soit qu'il s'agisse des manipulations légales (cf. liberté d'établissement pour les émigrés), soit qu'on envisage les déplacements imposés lors de la fermeture d'entreprises lorsqu'on "recase" les travailleurs licenciés. Le caractère particulièrement scandaleux de ce point pour ce qui a trait aux saisonniers a effacé sa signification générale, et ce d'autant plus facilement que l'entreprise a immédiatement cédé, dans la mesure où une telle revendication est apparue et présentée comme cas d'espèce et non comme question de principe.

Le problème du logement sous l'angle du refus des baraques en est resté lui aussi à ce stade humanitaire. Il est impossible de développer ici toutes les conséquences qu'entraîne cette revendication. Leur formulation politique rencontre des difficultés considérables et doit être liée à l'utilisation politique de la crise de la formation sociale. Le slogan "Non à l'expropriation des travailleurs hors de la ville" recouvre une réalité sociale importante. Mais comme objectif de lutte, il n'a rencontré aucun écho, parce qu'il n'a pas fait l'objet d'une agitation et d'une explication préalables; d'ailleurs peu susceptibles de relayer aujourd'hui une lutte de classe. Peu en est que les travailleurs ont exigé que la dénonciation des HLM soit supprimée. Remarquons simplement que cette revendication évoque de manière encore plus décisive que les deux précédentes toute la structure capitaliste para-productive qui met en place l'environnement indispensable pour permettre l'extraction de la plus-value.

Il faut insister sur ce passage à l'extérieur de l'entreprise. Les conflits du travail sont sortis du cadre purement revendicatif (rémunération) pour englober l'organisation du travail. Cependant, même à ce degré, on reste au seul secteur productif. Par contre avec les logements, les transports et les déplacements, on ne vise pas seulement le capital comme acheteur et utilisateur de la force de travail, mais aussi le capital comme formateur de l'ensemble des structures sociales dont les centres de production ne sont qu'un élément.

Ce passage impliqué dans les revendications imposées par les grévistes, était trop brutal pour qu'il puisse prendre immédiatement un sens politique clair et compréhensible pour l'ensemble des travailleurs. Aussi n'est-il pas étonnant que les solutions adoptées en soient restées à de modestes aménagements. Des assurances sans garanties effectives ont été prodiguées en ce qui concerne les déplacements. Les transports ont été réglés par des indemnités plus élevées. Les baraques seront aménagées ou remplacées par des logements plus décentes.

L'ampleur du problème, l'absence de toute agitation préalable, les difficultés à lui donner un sens politique précis démontrent que les grévistes ne pouvaient aller plus loin que ce qu'ils ont obtenu, d'autant plus qu'aucune organisation politique n'était capable de les soutenir efficacement sur un tel terrain. Il n'en

reste pas moins que pour la première fois ce thème a été imposé à travers un réel affrontement et qu'il correspond aux intérêts directs des travailleurs. On est bien loin des développements propagandistes et publicitaires des syndicats et des partis.

Ainsi, sur la seul plan des revendications, on peut déjà parler de victoire. La grève a montré le contenu de classe de tous ces problèmes et la nécessité d'une solution de classe qui est en contradiction radicale avec les projets capitalistes et qui doit être imposée par une mobilisation et une lutte permanente.

Et c'est là le deuxième aspect essentiel de cette victoire. Le succès basé sur le fait d'avoir obtenu satisfaction reste assez mince, si le résultat se résoud en définitive en un aménagement de la situation des travailleurs à l'intérieur du système, sans que la position du capital n'ait été entamée ni dans sa composition ni dans son organisation. Par contre, la nature de la lutte et ses modalités prennent une valeur exemplaire dans la mesure où les travailleurs ont déterminé eux-mêmes les moyens qui donnent leur force offensive aux revendications qu'ils avancent. Les instruments ainsi mis en place sont liés aux contenus qu'ils proposent. A des contenus de classe correspondent des instruments de classe. Cette unité constitue la seule garantie contre la défaite ou la récupération. C'est cette unité qui a été totalement absente jusqu'à présent, soit que les revendications passent par l'appareil syndical, soit que les moyens allant jusqu'à la grève appuient des revendications strictement corporatistes (cf récent débrayage à Technik-Air).

Sur la base des conditions spécifiques d'exploitation des saisonniers, les grévistes ont mis sur pied l'organisme qui permettait leur intervention. Le comité de grève, né à la suite de l'agitation et de la mobilisation qui s'étaient amorcées quelques temps avant (débrayage) correspondait exactement à ces intérêts et à ces nécessités. Le comité de grève est une donnée décisive de la lutte, non pas parce qu'il a été élu démocratiquement, mais parce qu'il est l'instrument de défense des revendications issues de la masse des travailleurs et qu'il constitue en même temps un cadre autonome permettant de conserver et de développer le caractère de classe de ces revendications.

Dans la mesure où cette relation est passée inaperçue, on a vu réapparaître le mythe du démocratism ouvrier grâce à l'élection directe, comme si une élection dépendait pas directement de ses pré-supposés politiques. L'analyse de l'événement montre bien que c'est cette combinaison des thèmes politiques et de l'instrument capable de les promouvoir qui a procuré la victoire. Le comité de grève n'avait de valeur que par le contenu des mots d'ordre qu'il avançait, ceux-ci ne prenaient de sens qu'à travers l'organe qui les défendait.

Autonomie veut dire se donner les instruments qui correspondent à l'agitation et à la mobilisation qui ont été développées dans la classe. Ils sont la condition de l'approfondissement et de l'élargissement des mots d'ordre, par la radicalité qu'ils leur impriment dans le processus de la lutte.

Les grévistes ne se sont pas bornés à rejeter le cadre des rapports institutionnels, ni à utiliser un moyen meilleur qu'un autre. Ils ont ouvert le champ d'intervention où se développe l'action de classe. Cette brusque offensive, même limitée, n'a pas seulement montré la possibilité pour les travailleurs du bâtiment d'intervenir dans la redistribution et la manipulation actuelles de la main-d'oeuvre saisonnière. Elle a montré également la possibilité pour toute la classe ouvrière de rompre à son profit le déroulement et le rythme de réorganisation de la production en cours.

Elle a donné son sens décisif à la mobilisation et à l'organisation des travailleurs : celui de l'autonomie de lutte, qui s'avère absolument inconciliable avec toutes les formes de participation patronale et syndicale, même si elle s'accompagne de compromis. Ceci n'a rien à faire avec le spontanéisme. Dans ce conflit la préparation antérieure a été de première importance et aurait pu être sans dommage plus poussée. La conclusion qui s'impose, c'est bien l'importance de l'organisation systématique de l'action autonome de la classe.

La grève, rupture de la paix du travail

Au cours de leur conflit avec l'entreprise Murer, les travailleurs se sont systématiquement heurtés aux syndicats. En déduire que ces derniers ont épousé les intérêts du patronat ou même qu'ils sont devenus capitalistes (!) serait complètement faux. Il est indéniable qu'ils ont en vue la défense d'une partie au moins de la classe ouvrière. Ils la lient à la réussite du système économique à l'intérieur duquel ils admettent des intérêts spécifiques. Poser comme préalable la santé du système d'exploitation, c'est accepter son organisation et ses nécessités qui visent avant tout la mise au pas de la classe laborieuse, non pas particulièrement sous la forme de son appauvrissement, mais par sa soumission aux impératifs de l'accumulation capitaliste basée sur le profit. Les déclarations de bonne volonté et d'apolitisme n'effacent pas la contradiction d'une politique qui prétend s'opposer à l'exploitation grâce à la réussite de l'appareil économique basé sur elle.

Le fondement de cette position relève de la conception réformiste dont la ligne et l'organisation se sont concrétisées au travers du courant social-démocrate. Son évolution s'est exprimée en trois étapes qui déterminent toute l'action syndicale. La première comprend la reconnaissance des intérêts nationaux, cadre essentiel auquel doit se plier toute lutte. La seconde s'est traduite par l'abandon de la lutte des classes au profit d'une concertation entre partenaires sociaux. La troisième admet la propriété privée des moyens de production, dont la disparition sera le fruit non d'un bouleversement social, mais de la transformation du régime par la socialisation de plus en plus grande de la production. Tous les problèmes sont discutés à l'intérieur de cette communauté professionnelle nationale, où peuvent à l'occasion se produire certains affrontements, mais où la remise en question de la gestion privée est exclue par principe, sauf si elle s'avère impuissante et que seul l'Etat (bourgeois) peut la relayer.

Cette attitude a été consacrée par les accords de paix du travail. Ceux-ci ne sont pas la cause de cette évolution mais sa forme historique. Le refus de la grève ne constitue pas un facteur absolu de la politique syndicale, il en est une des composantes qui ne prend sa signification que située dans l'ensemble de cette politique. C'est pourquoi une grève ne suffit pas comme telle à entamer la machine syndicale. Encore faut-il qu'elle représente une rupture avec les fondements sur lesquels elle s'appuie. Tel a bien été le cas lors du conflit à la Murer. Les grévistes ont rompu la paix du travail, parce que leur action était une attaque de fait de la ligne syndicale et de l'organisation de cette ligne.

Au moment où le capitalisme suisse entreprend une importante réorganisation avec le soutien total des syndicats (cf arrêté du CF sur la main-d'oeuvre étrangère) quelques travailleurs d'une modeste entreprise ont montré que cette réorganisation les touchait directement et qu'ils avaient les capacités politiques et organisationnelles de la remettre en cause. Leur intervention sur les salaires, les transports, les logements, a clairement signifié que les propositions patronales sont contradictoires avec les intérêts de la classe laborieuse dans sa totalité et que l'acceptation des projets capitalistes par les organisations traditionnelles

des travailleurs préparent un renforcement de leur exploitation.

Cependant, si la critique n'envisageait que la seule ligne syndicale et les dirigeants qui l'incarnent, elle resterait insuffisante. On connaît l'éternelle opposition éternellement impuissante du Parti du Travail.

La critique en acte de la grève a porté également sur l'organisation de cette ligne, comme organisation de collaboration et non de lutte. La mise sur pied du comité de grève a brisé la division et la hiérarchisation de la classe imposées par les syndicats. Face à la division par corps de métier calquée sur la division sociale capitaliste se sont imposées les réunions par chantiers, par entreprise. En opposition avec le système d'assemblées régulièrement et démocratiquement convoquées se sont engagées l'agitation et la mobilisation directe sur les lieux de travail. Contre la hiérarchisation de la classe à l'intérieur des syndicats et sa représentation institutionnelle, les travailleurs ont désignés leurs délégués en fonction de la situation politique qu'ils avaient à affronter. C'est dans ce contexte que la grève s'imposait comme seule arme efficace. Elle a symbolisé tous les éléments qui ont fait de cette rupture de la paix du travail une relance de la lutte de classe, c'est-à-dire la réponse des travailleurs à l'oppression capitaliste et à l'opportunisme des syndicats. Ces derniers ne s'y sont pas trompés. Après avoir dénoncé le caractère illicite de la grève, le conflit achevé, ils se sont déclarés solidaires des travailleurs. Ils ont rappelé cependant que leur commission ne pourrait intervenir, n'étant pas "légale". Or, au moment où ils en appellent à l'illégalité, le patron la reconnaît dans le protocole d'accord signé à l'issue de la grève. Le recours des syndicats à la légalité bourgeoise marque à la fois leur impuissance face à une réelle intervention de classe et l'importance de la rupture qu'implique cette action exemplaire. Par ailleurs, cette tentative d'étouffement caractérise les possibilités que conserve l'appareil syndical en l'absence d'une mobilisation de classe organisée et systématique. Ceci revient à apprécier la signification de cette grève comme combat unitaire.

La grève, moment isolé

L'action des travailleurs de l'entreprise Mürer est restée isolée par rapport à l'ensemble de la classe, tant au cours des événements qu'après. La raison principale vient bien entendu de l'actuelle division de la classe ouvrière. La grève n'a pas réussi à franchir le fossé, ce qui pose la responsabilité des différentes organisations présentes parmi les travailleurs. En première ligne, on trouve les syndicats. En se soumettant aux impératifs nationaux, en jouant sur la division entre nationaux et étrangers, ils ont consacré la faiblesse de la classe ouvrière par l'abandon de l'unité de lutte face à la bourgeoisie. Ils limitent leur action à la défense des travailleurs suisses, l'exploitation des immigrés ne souffrant d'autre limite que son inhumanité, sauf dans les cas où la défense des étrangers est une condition nécessaire pour renforcer la position des travailleurs suisses. Ainsi, toute action de ceux-ci apparaît au mieux comme un moment isolé et spécifique, le plus souvent comme provocation et incorrection d'irresponsables. La partie précédente a posé les points politiques significatifs de la grève face aux syndicats.

A tout seigneur tout honneur, le Parti du Travail a droit à une place de choix en tant que parti de la classe ouvrière (sic). Son attitude pendant la grève, avant et après la grève pourrait être qualifiée de démobilisatrice si elle ne stigmatisait en réalité l'inexistence d'une véritable base ouvrière, sinon par PCI et PCE interposés. Jouant sur les contradictions que ces derniers rencontrent à la fois comme partis révisionnistes et organisations de l'émigration, c'est-à-dire travaillant sur une base ouvrière autrement active que la composante suisse, le PDT a utilisé le mouvement pour renforcer sa position face au PSS et aux syndicats, tout en empêchant au maximum son élargissement.

Cette attitude a abouti à l'abandon pur et simple de l'immigration en lutte lors de la manifestation du 1er mai pour trôner en partenaire papelard avec le PSS et l'USS. Ceci laisse ouvertes les contradictions qui se sont développées en son sein et qui ne manqueront pas de produire des effets plus tard. Pour l'immédiat, aux yeux de la plupart des militants du Parti, son intervention s'est identifiée à la manifestation qui a terminé la grève. Les éléments principaux, à savoir l'organisation autonome de lutte et la nature des mots d'ordre, ont été noyés par l'aspect "mobilisation de masse", masquant l'importance de l'intervention à la base. Toutefois, cet événement n'a pas épuisé toutes ces conséquences et nous promettons quelques bonnes insomnies à ces "chefs" de la révolution.

Pour ce qui concerne les organisation de l'immigration, l'analyse du Comité de Soutien permet quelques déductions.

Ce qui a été jugé comme "spontané" s'inscrivait en réalité dans le cadre d'une agitation efficace. L'action a moins surpris par sa forme (grève) que par la radicalisation qu'elle a provoqué à tous les niveaux. Le déroulement des différentes assemblées révèle bien la difficulté des diverses organisations à la digérer. Ce comité consacrait le statu quo des organisations entre elles et en elles. Les contradictions devaient se développer au maximum et ceci n'était pas possible dans un cadre pseudo-unitaire (cf partie précédente). C'est pourquoi toute proposition allant dans ce sens était dès le début le fruit de cervelle gauchiste en mal d'échauffement. En effet, pendant les deux premiers jours, la question n'était pas celle d'un soutien aux grévistes mais bien celle de l'élargissement à d'autres secteurs. Un tel élargissement relevait des capacités de mobilisation des différentes organisations de la classe ouvrière et pas du tout d'un organisme les réunissant toutes. Pour preuve, on mentionnera l'attitude du représentant du PCI qui, parti d'une proposition de débrayage des usines, se retrouvera par la suite à la botte du PDT, lequel, dès le départ, s'était esquivé après avoir apporté son soutien. L'intensité de fluctuation du PCI révèle un pragmatisme sans commune mesure avec l'attitude des autres organisations. L'éventail des positions allait de la Colonie fermement décidée à pousser le mouvement au PDT prônant la rencontre avec les syndicats. Parmi les Espagnols, un courant désirait une limitation du mouvement au seul secteur du bâtiment, ou même à la seule Mirer, alors que d'autres envisageaient son extension sans être à même de l'assurer, étant donné le manque de préparation dû aux clivages instaurés auparavant, notamment entre les différents secteurs de lutte.

Le Comité de Soutien a stigmatisé l'arrêt du mouvement d'agitation à la base et sa transformation en manifestation de soutien. Ceci représentait indiscutablement un recul par rapport à l'action des grévistes. Il est d'ailleurs significatif que le comité de grève n'ait dès lors plus joué qu'un rôle de courroie de transmission entre le Comité de Soutien et les travailleurs, perdant sa nature d'organisme autonome de lutte. Pour qu'il ne perde pas son caractère, il aurait fallu que le Comité de Soutien soit capable de reprendre et d'approfondir les mots d'ordre initiaux. Sa composition et ses rapports avec les travailleurs rendaient une telle tentative impossible. Face au PDT et au PCI, il avait déjà dû forcer la manifestation et "adoucir" sa critique des syndicats. Toutefois, si le mouvement a marqué un temps d'arrêt (signalons que c'est l'intervention des groupes d'extrême-gauche qui a empêché un recul), sa portée politique a eu un impact direct dans l'immigration, car le problème de l'organisation et de l'action autonome de la classe s'est imposé. Quant au Comité de Soutien, il ne pouvait plus devenir autre chose qu'un lieu de rencontre incapable de donner aux contradictions qui s'y expriment un contenu qui soit politique. Preuve en est que le PDT et le PCI ont pu se solidariser avec les syndicats le 1er mai, puis revenir au Comité de Soutien comme si de rien n'était !

Il paraît important enfin de souligner les points les plus significatifs à propos des syndicats, du PDT et des groupes minoritaires.

Cette grève a concrétisé une opposition des travailleurs sur le double plan de la ligne syndicale (collaboration, paix du travail) et de l'organisation de cette ligne (division par métier, entre suisses et étrangers, bureaucratie et démobilisation de la base, etc). Le syndicat ne sera soucieux que de répondre à cette double opposition, à cette double rupture. Comme "machine d'intégration", il s'est senti "attaqué" par la grève. Loin de prendre inconditionnellement le parti des travailleurs en lutte contre l'exploitation, il s'est posé qu'un seul problème : comment répondre à cette attaque, c'est-à-dire un type de problème qui ne diffère en rien de celui qui est posé au patron par la grève.

Les faits le démontrent aisément. Le mardi 7, apprenant les revendications des grévistes, il engage avec le patron des négociations. Le résultat du compromis est significatif : le communiqué du syndicat est consacré aux avantages obtenus, d'ailleurs fort en deçà des exigences des grévistes, et à part égale, aux menaces, et à l'intimidation contre les grévistes. La direction syndicale défend la convention collective, non contre le patron, mais contre les ouvriers. Elle écarte d'avantage toute revendication étrangère au contrat de travail. Elle annonce qu'elle se désintéresse de la répression possible pour fait de grève. Elle affirme enfin son monopole de la représentativité ouvrière.

A ce sujet, il est temps de dire ici que la FOBB avait passé avec l'entreprise Mürer (et ce n'est certainement pas un cas isolé) un accord selon lequel les ouvriers ne seraient engagés que s'ils acceptaient de se syndiquer. L'inscription forcée passait aisément, du fait de l'ignorance des saisonniers. La cotisation syndicale (Fr 14,- par mois) est retenue par le patron directement sur le salaire. Précisons que cette syndicalisation forcée et discrète ne supprime pas pour autant l'obligation pour tout ouvrier de payer la contribution professionnelle de 1,5 % du salaire. Cette contribution n'est remboursée qu'au deux tiers à ceux des syndiqués qui en font la demande. Le syndicat rival FCBB, en mal de recrutement, a profité de l'occasion pour exiger que cet accord de syndicalisation forcée soit rompu. Le scandale menaçait. La FOBB a donc rompu cet accord, à condition qu'il ne soit pas rendu public. Voilà qui est fait. Ajoutons que des accords semblables sont sans doute en vigueur aujourd'hui avec d'autres entreprises, et qu'il faudra qu'on nous explique un jour quelle différence il y a entre cette honteuse épicerie et le racket.

Attaque directe contre la ligne syndicale, cette grève fut également une destruction du fait de l'organisation de la collaboration de classe. La commission ouvrière que les ouvriers se sont donnée représente une contradiction intolérable pour tout le syndicalisme suisse. Albert Luginbuhl, secrétaire FOBB déclarait publiquement : "Légalement, elle (la CO) ne pourra prendre aucune décision relative au contrat de travail". Le syndicat ne peut décemment s'opposer à ces CO. Mais dans la mesure où elles défendent l'autonomie de classe, elles représentent un danger mortel pour les structures syndicales de collaboration, et par conséquent pour la poursuite de cette collaboration. Le syndicat cherchera donc inévitablement à noyauter ces CO, comme il le fait déjà dans l'industrie, où la FOMH a été jusqu'à exiger que des responsables syndicaux seuls aient le droit d'être élus dans ces commissions.

Les grévistes ont fortement ébranlé le rapport de force entre le syndicat et le courant d'opposition. Ils ont fait apparaître cette rupture au grand jour, par le mouvement de solidarité qui s'est créé autour de la grève, comme lutte exemplaire, et qui s'est concrétisé publiquement lors de la manifestation du samedi 11 et lors du 1er mai, un peu partout en Suisse.

Mais cette lutte de rupture avec la paix du travail et avec les syndicats s'est heurtée à deux obstacles très lourds. D'une part, l'attaque contre la ligne de collaboration a été le fait de l'immigration. Or, en raison de son caractère marginal dans le mouvement syndical suisse, l'immigration à elle seule est incapable de faire aboutir cette lutte. Le lien avec les travailleurs suisses ne s'est pas fait. La plupart des revendications mettaient surtout en avant les intérêts spécifiques de l'immigration. Quant aux aspects généralisables de cette grève, valables pour toute la classe comme telle, ils n'ont rencontré aucun écho significatif parmi les travailleurs suisses. Ceci donne la mesure de la division entre suisses et étrangers. Sur le plan de la lutte ouvrière autonome, ce lien apparaît indispensable à la destruction effective de la collaboration, et de sa forme concrète : la paix du travail. D'autre part, l'attaque contre l'organisation de la collaboration, c'est-à-dire les structures syndicales, si la CO de la Mürer en a indiqué le chemin, ne peut avoir de portée pratique réelle sans une multiplication, une coordination et une direction des CO autonomes, ou autre organe semblable de lutte de classe à la base. Dans les conditions actuelles, aucun de ces organes ne résistera à la récupération s'il demeure isolé longtemps et des autres secteurs en lutte et au moins d'une fraction importante des travailleurs suisses, sur la base de lignes revendicatives de classe.

Sans doute, ces limites ne sauraient être renversées demain matin. Mais elles indiquent les perspectives indispensables de l'action à venir, singulièrement pour les groupes engagés dans un travail critique à l'intérieur des syndicats. Ces groupes doivent aujourd'hui porter en avant la critique de la collaboration de classe, et du point de vue de la ligne et du point de vue de l'organisation syndicales. Cette lutte-critique apporte au sein du syndicat la contradiction à travers les problèmes particuliers de tel secteur, mais sans jamais négliger leur généralisation à tout le syndicalisme. Le lien avec les travailleurs suisses syndiqués notamment, sur la base des intérêts communs à toute la classe, doit être en soi le contenu de l'attaque contre la collaboration à l'intérieur du syndicat. Les perspectives de ce travail partent de deux principes : la rupture des termes de la paix du travail, et le fait que les intérêts des travailleurs vont au-delà de la simple syndicalisation. Ces perspectives, ainsi sommairement décrites, rendent nécessaires l'unification de ces groupes ou individus isolés, pour leur permettre d'accumuler leurs activités sectorielles et poser ainsi de façon autonome le problème du syndicalisme suisse.

* * *

Le PDT remet souvent en question la Paix du travail. Pendant la grève, il a donné formellement son soutien aux mots d'ordre tels que "Paix du travail, - Paix des patrons". Mais s'il dénonce cette paix du travail dans les colonnes de la VO, il se garde bien de mener une lutte conséquente sur le terrain. Il n'explique jamais les rapports entre cette paix du travail, qui n'est qu'une forme de la collaboration, et l'organisation syndicale et sa ligne générale. Le PDT ainsi que les autres PC, souhaitent seulement faire du syndicalisme de gauche, c'est-à-dire mener une même lutte politique, un peu plus dire et avec la grève, mais qui, du point de vue de la lutte de classe et de sa direction, n'aura pas d'autre sens, ni d'autres conséquences. Dans la situation actuelle en Suisse, cette position est contradictoire. La lutte contre la Paix du travail n'est qu'un "moment" de l'opposition au syndicalisme suisse comme tel, ce que le PDT ne veut ni ne peut envisager, en raison de son électoralisme (la clientèle suisse ne doit pas être brusquée). D'où son opportunisme : on se déclare formellement d'accord avec la critique de la paix du travail, mais on recule à partir du moment où, par la force des choses, cette critique en acte s'attaque à tout le syndicalisme suisse.

Après la grève, le PDT et les dirigeants syndicaux refont chorus : ils font ensemble se la surenchère verbale, pour bien montrer qu'il y a des années qu'"ils dénoncent la crise du logement", qu'ils l'avaient bien dit, etc... La grève devient "une sonnette d'alarme", "un incident qui a bien montré la carence des autorités", etc... On avertit les travailleurs que "la grève, c'est bien, mais qu'il faut attendre que les conditions objectives mûrissent pour obtenir de vraies victoires".

Le même opportunisme a été mis en lumière par le problème de l'organisation autonome de la lutte ouvrière, dont la CO est un exemple. Le PDT ne parle pratiquement pas de la CO, des conditions indispensables à son renforcement. Il l'a soutenue au sein du Comité de Soutien, mais renonce à populariser sa signification, dans la mesure où elle concrétise une rupture sans ambiguïté avec les structures syndicales.

* * *

Pendant la grève, une unité dans l'action s'est créée entre les groupes A, Z et MSR. Cette unité s'est plus ou moins maintenue jusqu'au 1er mai. Mais aucune des divergences éventuelles n'est apparue clairement entre ces trois groupes, et leur contradictions n'ont pas été susceptibles de recevoir une solution positive au sein de la lutte. Sans doute, cette unité est un acquis de l'extrême-gauche et son évolution, sa faiblesse, sa fuite en avant vers l'activisme, sont autant d'enseignements précieux pour les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui aux divers groupes. A et MSR s'étaient trouvés d'accord sur l'orientation générale que pouvait prendre cette unité conjoncturelle. A leurs yeux, cette dernière posait des problèmes qui trouvaient dans la grève une clarification pratique commune extrêmement importante. Cette expérience historique donnait en même temps aux trois groupes une base concrète pour le débat politique indispensable. C'est pour maintenir ces conditions fondamentales que A et MSR ont refusé l'élargissement inconditionnel des autres groupes. Pourtant, ce développement des rapports au sein de l'extrême-gauche n'a eu que des conséquences politiques fort limitées, qui n'ont pas changé le statu quo groupusculaire. Entre tous les groupes ont continué à prévaloir des rapports de type "unitaire" et conjoncturel, qui rencontrent la plus grande difficulté à créer les conditions de leur dépassement. Ce n'est d'ailleurs pas un fait qui relève de quelque mauvaise volonté. C'est une étape inévitable, qu'il faut évidemment se garder de forcer de façon volontariste. Le rythme de développement politique du courant révolutionnaire est lié aux conditions objectives de la lutte, dont la groupuscularisation elle-même est une donnée importante. La réunion de tous les groupes, le jeudi 23 avril, a montré l'impossibilité d'un débat généralisé à l'heure actuelle. L'unité d'action et le regroupement par secteur de lutte reste une donnée importante et indispensable.

Mais chaque fois qu'une lutte particulière porte directement en soi une valeur politique générale, comme se fut le cas lors de la grève à la Mûrer, comme se sera le cas pour les perspectives de lutte ouvrière, aucun groupe n'a, à nos yeux, la capacité ni de diriger cette lutte, ni d'en développer à son profit les effets politiques. Seule une organisation plus vaste, rivée aux luttes en cours et sur des bases politiques claires, pourra jouer ce rôle à Genève, et apporter sur le plan national une contribution significative à la construction du parti.

Les rapports de l'extrême-gauche avec le PDT ne sont rien d'autre aujourd'hui qu'une critique implicite de l'opportunisme du PDT, critique qui est incapable de se donner les moyens politiques de son inscription dans les faits.

Cette impuissance s'est manifestée notamment dans l'impossibilité pour l'extrême-gauche, face aux travailleurs eux-mêmes, de se passer du parti, non comme organisateur des luttes ouvrières, mais comme "relai représentatif" indispensable lors des affrontements avec le patronat ou l'Etat, non comme le défenseur des intérêts de la classe, mais comme couverture légale pour la sécurité des travailleurs étrangers, non enfin comme appareil de prapagande et d'agitation, mais comme force de caution nécessaire aux mobilisations de masse.

Cette phase négative que traverse le courant révolutionnaire est un stade inévitable du processus de rupture réelle d'avec le révisionnisme moderne. Mais depuis les événements de la Mûrer, les conditions objectives pour une accélération de ce processus, pour le développement de la phase positive où le courant révolutionnaire se donne un programme propre, même élémentaire, et organise progressivement ses propres interventions, existent. Comprendre ces conditions nouvelles, en développer les conséquences politiques constituent pour les mois qui viennent la tâche fondamentale des groupes.

III

La grève de la Murer, si elle ne constitue pas une indication immédiatement généralisable pour toute la classe, reste un moment exemplaire de la réponse ouvrière à l'actuelle stratégie patronale de réorganisation de la production. Ce caractère exemplaire vaut pour toute la classe ouvrière et pour les militants révolutionnaires suisses et étrangers.

Pour les groupes suisses, la grève de la Murer et le mouvement de lutte au Tessin ont concrétisé brutalement les termes de la bataille de ligne sur la réponse de classe à l'initiative Schwarzenbach (travail ouvrier), ainsi que les limites des différentes tendances sur le plan local et national. Pour l'immigration, elle intervient dans un moment crucial pour deux raisons.

Sur le plan local, l'intervention au sein de la classe ouvrière étrangère qui rompait avec l'opportunisme des partis communistes devient moment d'organisation des travailleurs, au-delà de la bataille, d'ailleurs toute verbale et externe à la classe, pour la réanimation du syndicat.

Sur le plan national, au niveau de l'immigration italienne, la perspective d'union des organisations de tendances chrétiennes et socialo-communistes se concrétise dans la création d'un "Comitato nazionale d'intesa" (Comité national d'entente). Cette perspective vise l'intervention auprès des gouvernements, la soudure avec le mouvement syndical des deux pays, et renforce la gestion réformiste des intérêts de l'immigration du point de vue de l'organisation de la mobilité des travailleurs en Europe, et du point de vue de la récupération des revendications des travailleurs dans le programme capitaliste de réglementation de la main d'œuvre et de réorganisation de la production industrielle en Suisse.

Nous ne reprenons pas les éléments du travail politique entrepris par les deux groupes de camarades avancés de l'immigration (cf. 1ère partie). La question centrale à cet égard, c'est dans quelle mesure la grève de la Murer constitue un renforcement du travail précédent ou bien une rupture du type d'intervention et de ligne politique qui lui correspondent. Est-il question d'un réajustement, d'une redéfinition de la ligne, d'une résolution ou d'une politisation des contradictions ? Pour y répondre, il faut considérer les éléments suivants.

Pendant la grève et après, le comité de grève a été considéré comme un instrument de médiation par rapport au patron et à la masse des travailleurs, et non comme élément essentiel de la politisation du mouvement de lutte dans les baraques et sur les chantiers et par rapport aux groupes d'interventions italien et espagnol. La fin victorieuse de la grève a fait passer au second plan le contrôle de la mise en application des décisions patronales. Dans ce sens, la clarification parmi les travailleurs du rôle de la commission ouvrière et de l'assemblée ouvrière en termes d'intérêts de classe contradictoires, ne s'est pas faite. La tâche immédiate de coordination ouvrière entre la CO de la Murer, celle de la Vaucher et des autres baraques touchées auparavant n'a pu être réalisée.

La construction de cette coordination ouvrière aurait dû définir l'axe par rapport auquel les groupes baraqués italien et espagnol déterminent leur rôle politique et posent les termes de leur unification.

Rappelons à ce sujet la position du PCI et du PDT. Au lendemain de la grève, ils ne donnaient comme perspective à la CO de la Murer que la recherche de sa reconnaissance officielle. Une "reconnaissance" ainsi formulée ne signifie rien d'autre que sa transformation en instrument syndical, selon l'exemple des CO de l'industrie, c'est-à-dire en organe de médiations des intérêts patronaux auprès des ouvriers, mystifiant la nature de classe des conflits dans l'entreprise ou sur le chantier.

Quant aux camarades espagnols, la perspective récente d'intégration de ces organes de lutte à la base dans les structures des COS, si d'un côté elle se justifie pour renforcer le travail de solidarité avec les luttes en Espagne, de l'autre risque de détruire le caractère unitaire de ces organes et leur rôle fondamental de représentant autonome des intérêts ouvriers.

La même problématique se pose pour la circulation et l'explication de l'expérience de lutte dans les autres baraqués et sur les autres chantiers. Plus que le retard de cette action de propagande et de mobilisation, c'est l'incapacité de traduire le mouvement de lutte au niveau des contenus revendicatifs plus généraux qui doit être mis en lumière (contrat, temps de transport, conditions de logements, etc. en termes d'intervention globale). En ce sens, la nature "comité de soutien" des deux groupes s'est révélée un frein à la compréhension de la dimension effective du mouvement de lutte. L'intervention à propos de la Vaucher et Rey a vu d'une part l'acceptation par les camarades espagnols des temps imposés par le patron (d'abord la question des expulsions éventuellement avec l'aide des syndicats, ensuite seulement la lutte sur les revendications). D'autre part, les camarades italiens ont posé la nécessité d'une préparation consciente, sans que pour autant l'effort de coordination avec la Murer et de prise de contact généralisé soit fait. Le tract distribué à cette occasion (cf annexe) n'a pas été assumé et l'intervention n'a été relancée que plus tard.

A un autre niveau, le groupe baraque a été incapable de préciser la nature des oppositions avec les partis révisionnistes et l'importance du débat sur et avec eux. Cette opposition ne se fait pas à partir du volontarisme ouvriériste. Elle doit viser la reconquête des instruments de l'autonomie de classe et la coordination des avant-gardes ouvrières, la nature des revendications (rupture du contrat collectif), le niveau de la lutte contre le statut de saisonnier en termes d'organisation des luttes sur les lieux de travail, la position face aux syndicats, qui consiste, pour le PCI, à dénoncer la paix du travail et à demander un syndicat "à la hauteur" des luttes, c'est-à-dire capable de les contenir.

La critique concrète du rôle des syndicats en tant que tels, et l'instauration de rapport avec la classe visant le développement du mouvement de défense réelle des intérêts ouvriers et la politisation des luttes comme conscience de classe anticapitaliste deviennent les critères du travail politique révolutionnaire et de la lutte contre le révisionnisme. Les compromis passés avec les partis révisionnistes ne touchent jamais aux nécessités de la reconquête de l'autonomie de la classe, et ne se concluent chaque fois qu'au sein d'un rapport politiquement explicite.

Il est enfin important de rappeler que la grève de la Murer et la discussion sur les tâches immédiates et à moyen terme qu'elle a imposé n'a pas créé entre les divers groupes des rapports politiques susceptibles de dégager des perspectives concrètes pour la poursuite unitaire de la lutte. Parmi les camarades

espagnols des différentes organisations, en particulier, le temps propre de discussion et la recherche de nouveau compromis internes a entraîné un retrait qui se fait encore sentir et une gestion plutôt bureaucratique des commissions de la Murer et de la Vaucher. D'une part, la discussion entre les groupes de la CLI, de l'ATEES et des COS n'a touché qu'une partie seulement des militants qui avaient participé au travail et en est restée au niveau des "leçons de la grève" et des indications générales, sans que la concrétisation des rapports avec la classe aille au-delà de la nécessité d'une enquête ouvrière "valable" et de la reprise des contacts. (Le rôle du groupe baraque, et les questions de la coordination ouvrière, des instruments centraux d'intervention dans les baraques et sur les chantiers, et des revendications commencent seulement à être laborieusement envisagées). D'autre part, les rapports entre le groupe baraque et les groupes suisses se sont réalisés seulement au niveau du Comité de Soutien, entérinant une pratique d'instrumentalisation plus que de débat politique et de discussion des conditions politiques du travail.

Le groupe baraque a été le produit d'une agrégation mécanique de militants unis plus sur des bases de volontarisme politique que d'une ligne d'intervention et de politisation des contacts. Le peu d'acquis sur les modes de l'organisation des travailleurs, sur la lutte dans les baraques et sur la "stratégie" pour l'abolition du statut de saisonnier n'a pas permis de jouer un rôle moteur dans la grève, dans la mesure où le groupe lui-même ne concevait pas son rôle en fonction de la coordination des avant-gardes ouvrières et de la direction du débat sur les tâches immédiates avec les autres composantes politiques. En ce sens, le groupe n'a pas pu relancer la lutte ou enrayer le reflux, en assumant la popularisation de la grève, la valorisation de la CO de la Murer et la poursuite de la lutte sur d'autres chantiers, à partir des bases organisationnelles antérieures.

Si ce qui précède vaut surtout pour la composante italienne du groupe Baraque, il faut préciser que l'insertion, déterminante pour la lutte, des camarades espagnols dans ce groupe a posé les termes de l'unification à court terme, ce qui n'a pas facilité la clarification politique amorcée du côté italien, et rendu problématique la continuité et l'approfondissement ultérieur de l'action du groupe.

En ce sens, la grève de la Murer apparaît bien plus qu'un renforcement des acquis politiques et organisationnels. Elle exige de la part du groupe baraque notamment, une redéfinition globale du travail politique et des rapports avec les groupes suisses et de l'immigration.

* * *

Venons-en aux perspectives que la grève de la Murer renforce ou suscite dans le secteur de la construction. Il s'agit d'indications qui ont une valeur essentiellement locale.

Initiative ouvrière et réorganisation de la production dans le bâtiment

L'abolition du statut de saisonnier, comme suite à la disparition de l'activité saisonnière dans le bâtiment et comme suppression des baraques, ne peut pas être posé simplement dans les termes généraux des intérêts et des temps que le patron, l'Etat et les syndicats envisagent pour la solution de ce problème. La réorganisation en cours (rationalisation et concentration des entreprises, secteurs privilégiés d'activités, crédits, etc.) indique un procès dans lequel l'intervention organisée des travailleurs peut ^{non seulement} accélérer l'abolition du statut du saisonnier, mais, à partir des revendications matérielles et sur l'organisation du travail,

provoquer l'éclatement de toute une série de contradictions qui forcent les patrons à des concessions importantes et à une application moins aisée du programme de restructuration capitaliste.

La situation dans l'entreprise Murer et dans bien d'autres encore actuellement touchées par l'intervention du groupe baraque, indique, au-delà des difficultés patronales à se pourvoir en logements nécessaires, tous les problèmes relatifs à l'organisation du travail.

La forte mobilité des travailleurs (dans les entreprises, entre les entreprises, et augmentation en chiffre absolu des saisonniers du bâtiment) s'explique par les facteurs suivants:

a) L'augmentation de l'activité qui s'est encore renforcée par rapport à l'année dernière dans la construction, grâce notamment à l'intervention étatique qui joue un rôle important, non seulement pour les projets de construction, mais surtout sur le plan de la recherche et de l'affectation des crédits (sans parler des baraques propriété de l'Etat); les besoins accrus en main d'oeuvre (augmentation de deux mille de travailleurs saisonniers par rapport à l'année précédente qui déjà avait marqué une augmentation.)

b) Le recrutement des travailleurs s'est renforcé sur le marché du travail espagnol, car les besoins de main d'oeuvre ont augmenté et les modifications, en particulier salariales, sur les marchés du travail de la construction italien et allemand ont diminué l'attrait du marché suisse. Ce recrutement ne change pas seulement le rapport entre les composantes italienne et espagnole des travailleurs du bâtiment, mais affecte la composition quant à la qualification, à l'ancienneté, etc.

Cette modification de la classe signifie que le patronat, avant de stabiliser les nouveaux travailleurs, les essaye, les transfère, les déqualifie, les licencie, afin de les adapter aux besoins conjoncturels de la production. Cette manipulation des travailleurs, qui comporte déqualifications, transferts, licenciements, etc. dépasse les limites d'une entreprise pour intéresser tout le marché du travail et touche surtout les saisonniers nouvellement arrivés. Elle est essentiellement liée à l'influence du troisième facteur.

c) La réorganisation de la production se manifeste sur deux plans. La concentration par absorption et par accord-soumission sur le plan des bureaux d'études (ateliers techniques, architectes, dessinateurs, géomètres, etc.) et sur le plan technique permet l'élargissement des domaines de construction et le renforcement des positions dominantes des principales entreprises dans les travaux publics et privés et face à l'Etat. Ce procès de concentration technique et financière, horizontal et vertical, dépasse largement les limites cantonales. D'autre part, la rationalisation de la production relative aux méthodes et aux matériaux de construction, à la mécanisation et à l'utilisation maximale des moyens techniques, à la redéfinition des tâches et leur accumulation sur le dos des travailleurs, à l'augmentation des rythmes, à la rotation optimale des ouvriers et la réorganisation des équipes. Pour les travailleurs, cela se traduit essentiellement par l'intensification de l'exploitation, par une plus grande mobilité, par une gestion despotique et tracassière sur le chantier (contrôle, discipline, etc.).

Des conditions économiques de la situation de classe dans le bâtiment découlent pour nous deux exigences.

a) Approfondir toutes ces indications en fonction des tendances essentielles et des contradictions majeures qui se repercutent sur la condition des travailleurs. Vérifier ces éléments au cours du travail de politisation et d'organisation dans la classe ouvrière.

b) Définir, sur la base de la défense des intérêts matériels des travailleurs et de leur refus de l'organisation capitaliste du travail, les revendications et les modèles revendicatifs qui permettent une réponse globale au patron, la politisation du mouvement et le renforcement de l'autonomie de classe.

L'organisation de l'insubordination ouvrière sur les conditions et sur la rétribution du travail revient à remettre en cause le contrat non seulement parce qu'il est insatisfaisant, mais aussi parce qu'il est la limite de l'action des travailleurs qui n'acceptent pas les échéances et les clauses contractuelles (paix du travail). Les rythmes, l'organisation des équipes et l'accumulation des tâches, les heures supplémentaires, le temps de transport, les primes, les transferts abusifs et les licenciements, les qualifications, sont les points de départ de la réponse ouvrière sur les lieux de travail aux décisions patronales.

La lutte sur ces questions menée par les comités de base et se manifestant par des mouvements de grève et de débrayage constitue l'axe principal de l'initiative ouvrière. C'est seulement dans cette lutte que l'opposition au patron révèle l'antagonisme de classe, sous sa forme globale et irréductible, et que la constitution des comités, leur coordination et la conquête de l'autonomie de classe est le moment de rupture du contrôle patronal et de l'emprise social-démocrate sur la classe, et la base de l'organisation politique du prolétariat.

C'est également dans le cadre de cette lutte que les travailleurs portent leur offensive sur les conditions du logement. L'amélioration et l'abolition des logements actuels, la lutte contre les loyers et les coûts des cantines exorbitants pratiqués par les patrons qui enlèvent ainsi directement une partie importante du salaire ouvrier, et en général le thème du prolongement de l'exploitation dans les baraques, au-delà des problèmes de ségrégation voulue et organisée par les patrons et leur Etat. Rappelons que pour nous, la lutte sur les problèmes du logement ne peut être envisagée que dans le cadre de la lutte directe : contre l'exploitation, comme seule lutte qui frappe les intérêts du patron et unifie ceux des travailleurs. Cette lutte spécifique sur les logements est à rattacher aux manifestations les plus violentes de la crise progressive de la formation sociale, et qui affecte l'ensemble des travailleurs. Par là, on refuse d'envisager des formes, trop facilement pratiquées, de lutte, telles que pétition ou démarches tactiques, qui en fait ne peuvent pas être un moment d'organisation des travailleurs, et ne donnent jamais aux revendications une perspective de classe.

Enfin, la bataille pour l'abolition du statut de saisonnier constitue davantage un élément d'explication politique et d'organisation que l'axe d'un programme revendicatif. Au cours de la lutte, il sera important d'insérer dans les revendications ouvrières des exigences spécifiques sur les déterminations concrètes du statut de saisonnier. La lutte ouverte de masse contre le statut de saisonnier ne peut pas être envisagée sans une organisation autonome de la classe, c'est-à-dire à un moment où, probablement, son abolition aura fait l'objet de discussion déjà avancées entre l'Etat, le patronat et les syndicats. La mobilisation des saisonniers et des travailleurs en général sur le statut à ce moment-là pourrait transformer la "concession" patronale et la "victoire" syndicale en une victoire de la classe ouvrière.

Le rapport avec la classe et les niveaux d'organisation

La discussion sur les critères et les formes d'intervention est envisagée et plus ou moins avancée dans le groupe baraque.

Il semble d'abord opportun de concentrer l'intervention dans les ensembles de baraques qui abritent les travailleurs de la (ou des) même entreprise, pour poser dès le début une problématique de revendications ouvrières et d'organisation qui touche à la situation globale des travailleurs. Ensuite, l'intervention devrait porter essentiellement sur les entreprises dont la politique de main-d'oeuvre et d'organisation du travail s'affronte à des problèmes identiques de réorganisation, en particulier en fonction d'une concentration de l'activité sur le plan technique et sur le plan de la production. Cette dimension devrait permettre la liaison et la coordination des luttes sur les différents chantiers.

Un deuxième principe d'intervention concerne les perspectives de politisation qui doivent mener les travailleurs au cours de la lutte à la compréhension de leur situation globale d'exploités et à la formation d'une conscience anti-capitaliste (irréductibilité des intérêts ouvriers).

Quant au groupe baraque (sous sa forme actuelle et sous une éventuelle forme élargie), ses tâches actuelles sont essentiellement les suivantes : la clarification des lignes revendicatives avec les travailleurs, l'élaboration des instruments de circulation et de coordination et la mise en place de ces instruments. Dans la mesure où le groupe n'arrive pas à accomplir ces tâches, son intervention va tourner à la démobilisation et à la désorganisation des militants ouvriers, laissant place à la récupération patronale d'abord, mais aussi syndicale et des organisations révisionnistes.

Les comités de travailleurs (commission ouvrière) qui commencent à se créer au sein des différentes entreprises ne peuvent pas être conçues comme de simples contacts dans les baraques et les chantiers ou comme des organes de médiation, mais doivent concrétiser la volonté de lutte des assemblées des travailleurs, conduire la discussion avec les ouvriers sur le chantier, créer un climat d'agitation politique permanent pendant le temps de travail et de repos, et favoriser la prise de conscience des travailleurs en organisant la victoire de leur mouvement revendicatif.

La coordination des travailleurs du bâtiment se pose désormais comme unification des travailleurs (des comités) des différentes entreprises et ensembles de baraques et comme réponse unifiée aux situations analogues auxquelles les travailleurs sont affrontés. L'édification de la coordination ouvrière est l'axe par rapport auquel les interventions se définissent. Le groupe baraque doit donc objectivement se confondre avec la coordination ouvrière, sans que pour autant les militants "extérieurs" ne jouent qu'un rôle de secrétariat. La coordination ouvrière n'est pas un comité de soutien, mais un moment d'organisation de la classe où le point de vue ouvrier est dominant. Les militants et les groupes y participent dans la mesure où ils participent au travail d'organisation et de définition de la lutte.

La construction de la coordination ouvrière passe par la mise sur pied collective (groupe baraque et travailleurs) d'un bulletin du bâtiment (journal d'agitation et de circulation) qui exige l'élaboration en commun des principes revendicatifs, la coordination et la généralisation des expériences. Ce bulletin constitue un instrument d'agitation sur les chantiers et dans les baraques assumé par les travailleurs eux-mêmes et un organe d'intervention dans les ensembles de baraques où le travail est moins avancé. Il est enfin un instrument de politisation

générale sur les lieux de travail et offre la possibilité de contrecarrer l'information syndicale.

L'intervention auprès des travailleurs saisonniers et en général le travail d'organisation à la base dans le bâtiment ne peut pas rester local. Le problème se pose donc de son élargissement à la fois à partir de l'initiative conjointe des quelques militants des organisations de l'immigration et en redonnant un second souffle et une perspective correcte de travail aux "groupes-immigration" qui, en 1969, avaient essayé une coordination nationale. Leur manque de perspectives est la conséquence même des contradictions et des limites graves des groupes suisses d'extrême-gauche qui ont été dans la majorité incapables de poser le problème du travail au sein de l'immigration en termes de travail de masse et de classe.

Enfin, il paraît important de relier l'action en direction de l'immigration aux expériences et au travail d'organisation que les groupes minoritaires en Italie conduisent sur l'émigration et sur le Sud, en tant que moment de la réponse ouvrière à la mobilité de la main d'oeuvre.

Le cadre politique

Ce travail politique est la tâche du courant d'extrême-gauche et des militants les plus conscients des organisations de l'immigration. Mais ces tâches ne peuvent être assumées en dehors des organisations de masse de l'immigration, de leur programme général et du type de rapport qu'elles entretiennent avec les travailleurs. Toute position doit également tenir compte des tendances politiques qui s'y manifestent, en se gardant autant des compromis opportunistes que d'une "indépendance" sectaire ou volontariste. La clarté du débat politique apparaît comme une condition essentielle pour la résolution des contradictions dans le sens de la reprise des luttes de classe.

Le rapport avec les groupes minoritaires suisses se pose sur deux plans. La participation militante : le groupe baraque, indépendamment de sa fusion avec les travailleurs, a besoin d'un renforcement en cadres politiques, pour faire face valablement aux exigences de l'intervention. Cette participation se traduit aussi par la liaison avec des groupes directement rattachés au bâtiment (architectes, etc.). La définition des lignes politiques et organisationnelles présidant à l'intervention dans le bâtiment, et de la place qu'elle prend dans le cadre de la reprise des luttes de classe en Suisse.

Le courant révolutionnaire et les militants avancés dans l'immigration doivent envisager une problématique qui va au-delà des limites et des contradictions propres à l'immigration, pour contribuer à la croissance des unités organisationnelles de la classe à tous les niveaux et participer au procès de construction d'une organisation prolétarienne.

Pour les groupes suisses, cela implique qu'ils ne se contentent pas de définir le sens politique des luttes ouvrières, mais qu'ils conçoivent le travail dans l'immigration comme la base, encore partielle, sur laquelle la reprise des luttes, la coordination de l'attaque anticapitaliste, la perspective de l'organisation prolétarienne sont possibles.

Deux perspectives majeures s'ouvrent alors :

a) L'unification des luttes dans l'immigration et les bases de la recomposition des deux parties de la classe ouvrière en Suisse.

b) La définition d'une perspective d'ensemble qui essaye d'unifier le travail politique dans le bâtiment, les machines et la métallurgie, parmi les ouvriers et les techniciens, dans un "centre de coordination" qui soit point de référence à la fois des luttes autonomes à la base et du travail contradictoire à l'intérieur des syndicats (nous reviendront sur cette perspective, notamment pour ce qui concerne la métallurgie et les machines, dans une prochaine contribution).

* * *